

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Sortir cette industrie de l'avidité des actionnaires

Le Conseil Supérieur des Industries de Santé, regroupant les industriels et le gouvernement se réunit ce mercredi 25 janvier 2012

L'industrie pharmaceutique est une industrie stratégique pour le pays.

L'amélioration continue de la santé des populations en France et dans le monde devrait être le seul objectif de cette industrie. Malheureusement, l'avidité des actionnaires va à l'encontre de cet objectif et contribue à fragiliser le potentiel scientifique et industriel.

Pour rappel, cette industrie de haute technologie comprenait en 2010 plus de 106000 emplois directs, la chaîne du médicament en comprenant au total 350000.

Ces 2 dernières années, malgré l'excellente productivité des salariés (reconnue par le LEEM), les fermetures de sites se sont multipliées, mais aussi les ventes de sites à des façonniers dont l'activité est des plus précaires.

Les effectifs globaux sont en baisse avec des secteurs particulièrement touchés comme la visite médicale, la recherche et développement, compromettant l'avenir de l'ensemble de la filière.

Le LEEM parle du manque d'attractivité de notre pays pour expliquer cette diminution des effectifs, mais oublie complètement un élément déterminant conduisant à ces restructurations : obtenir une augmentation continue de la rentabilité financière.

Pas une ligne n'est mentionnée dans les bilans annuels du LEEM sur l'évolution du résultat net, du

BNPA, des rachats d'actions à des fins spéculatives, des dividendes.

Si les industriels parlent du contexte difficile, lié entre autres aux exigences des autorités réglementaires et à une diminution du nombre de médicaments efficaces arrivant sur le marché, ils oublient de mentionner que tous les secteurs de R&D de cette industrie ont connu des restructurations massives ces dernières années, conduisant à une perte évidente d'efficacité, d'autres sont d'ores et déjà annoncées.

En octobre 2009, un des points majeurs du Conseil Supérieur des Industries de Santé était consacré à l'attractivité de la France.

Le Gouvernement avait annoncé de nouvelles mesures financières dans le cadre du crédit d'impôt recherche, afin de faciliter les collaborations entre recherche publique et privée.

Des centaines de millions d'euros ont été ainsi distribués aux entreprises pharmaceutiques et plus particulièrement aux plus grandes d'entre elles, sans impact positif sur les investissements de recherche et globalement sur l'emploi.

Il en est ainsi au sein du premier groupe pharmaceutique français Sanofi. Entre octobre 2009, date du dernier CSIS et septembre 2011, les effectifs de R&D pharma en France ont chuté de 20% (de 6222

à 5035) et le budget de R&D interne est en forte diminution. Toujours à titre d'exemple, il n'y a eu que 3 embauches de post-doctorants en R&D pharma dans ce groupe en France en 2011. Dans le même temps Sanofi a bénéficié ces 3 dernières années d'un crédit d'impôt recherche sur l'ensemble de ces activités dépassant chaque année les 100 millions d'euros.

Plus généralement, il serait intéressant de comparer le montant global du CIR (plusieurs centaines de millions d'euros), touché par ces industries et les chiffres d'évolution des effectifs et des investissements en recherche interne en France ces deux dernières années.

Pour être très clair, l'octroi du crédit impôt recherche doit être conditionné à une réelle politique de recherche et de développement, pas simplement à

de la reformulation de l'existant, ainsi qu'à l'évolution des effectifs nécessaires à une recherche exhaustive dans tous les domaines.

La Cgt écrivait en octobre 2009 que l'étranglement financier par l'Etat des laboratoires publics force ces derniers à des partenariats négociés en position de faiblesse avec le secteur privé, lequel peut simultanément réduire d'autant son propre effort, afin de satisfaire ses actionnaires. Le tout sur le dos des personnels concernés et des contribuables actuels et futurs (via l'accroissement de la dette). La Cgt avait malheureusement raison.

Il faut rappeler que le CA réalisé en France par les labos est supporté principalement par le budget de l'assurance maladie.

De fait, il est indispensable que les pouvoirs publics, mais aussi les salariés et les professionnels de santé, les associations d'usagers détiennent plus de pouvoir sur ces groupes :

- ◆ *Contrôle et renforcement de la recherche pour l'orienter vers des axes, ou les besoins en santé publique sont les plus nécessaires.*
- ◆ *Mise sur le marché des médicaments au juste prix, afin de permettre à l'ensemble de la population de se soigner et non pour engraisser toujours plus les actionnaires*
- ◆ *Création d'emplois en France par un maintien et un développement de toutes les activités en France*
- ◆ *Meilleure répartition des richesses créées par une augmentation des salaires, en particulier les plus bas pour une augmentation du pouvoir d'achat.*

La CGT se positionne clairement pour soustraire l'industrie pharmaceutique de l'emprise du système financier;